

## Site Web - Propositions Congrès 2023

### **Culture :**

La culture est un des moteurs de la démocratie. Elle permet de s'épanouir par la découverte et le développement de la créativité.

Le secteur culturel a beaucoup souffert des restrictions liées à la crise Covid. Le secteur doit s'adapter à l'évolution de la société et de nos comportements, comme la digitalisation et améliorer son accessibilité.

Consulter la proposition de Génération Engagée pour promouvoir la culture ici : [☐ Culture](#)

### **Santé mentale :**

La situation de la santé mentale, en particulier celle des jeunes, est préoccupante. Les causes du mal-être sont diverses, allant du stress scolaire à la perte de repères. Le Covid a accentué ces problèmes, mettant en lumière des questions telles que le manque d'écoute, la perte de lien social, le harcèlement, et les difficultés liées à la transition vers l'âge adulte.

Les jeunes, parfois perdus dans la multitude d'aides ou le manque d'information, ont besoin d'un accès facilité aux services de santé mentale. La sensibilisation doit commencer dès le plus jeune âge, mais le personnel enseignant manque souvent de temps et d'outils. La santé mentale doit être abordée de manière transversale, touchant également les jeunes adultes qui, en prenant leur indépendance font face à de nouveaux défis.

Consulter les propositions de Génération Engagée pour la santé mentale :

- 📄 [Pass santé mentale.pdf](#)
- 📄 [Motion Santé mentale des jeunes .pdf](#)

### **Affaires étudiantes :**

#### **Précarité :**

Entre 2018 et 2022, le nombre d'étudiants bénéficiant d'un revenu d'intégration sociale a augmenté de 20%, atteignant 25 500 étudiants. Près d'un étudiant sur trois rencontre des difficultés financières pour poursuivre ses études, tandis que 71,6% ont recours à un job étudiant tandis que 27,3% estiment que cela impacte négativement leurs études. En outre, les parents d'étudiants font face à des difficultés administratives pour continuer à percevoir des allocations familiales. Ces constats soulignent la nécessité d'adresser les problèmes financiers et administratifs qui entravent l'accès à l'éducation supérieure.

Consulter les propositions pour lutter contre la précarité étudiante :

- 📄 [Motion précarité étudiante.pdf](#)

### **Logements étudiants :**

Ces défis économiques se reflètent également dans la crise du logement étudiant en Belgique. La forte demande sur le marché privé et l'offre limitée en résidences universitaires créent une concurrence accrue et poussent les loyers à la hausse. Cette situation entraîne des disparités entre étudiants, de nombreux étudiants aux budgets modestes se retrouvent dans des conditions de vie précaires alors que d'autres sont tout simplement incapables d'accéder à un logement.

Consulter les propositions de Génération Engagée en matière de logement étudiant :

■ [Motion logements étudiants.pdf](#)

### **Inami :**

Face aux besoins croissants de médecins pour une population vieillissante et à la pénurie actuelle de médecins en Belgique, il est impératif de prendre des mesures fortes. La Belgique se trouve à l'avant-dernier rang de l'UE en nombre de médecins par 100 000 habitants, ce qui a des conséquences sérieuses sur les délais de prise en charge, le refus de nouveaux patients, et accentue la pression sur les médecins. La limitation du nombre d'étudiants en médecine par des quotas et le concours d'entrée contribue à cette crise. Il est crucial de réformer ce processus pour assurer un accès équitable à la formation médicale et répondre aux besoins de santé de la population.

Consulter notre proposition : ■ [Motion INAMI.pdf](#)

### **Rythmes scolaires :**

Le décalage entre les calendriers scolaires francophone et flamand perturbe l'équilibre de 90 000 enfants et de leurs parents, créant des défis organisationnels. La réforme des rythmes scolaires a également des impacts sur les mouvements de jeunesse, affectant la disponibilité des chefs et réduisant la période de vacances. Le manque de dialogue souligné par les pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement complique la gestion de cette transition.

De plus, la réforme entraîne des modifications dans les transports publics, posant des problèmes particuliers pendant les congés de l'enseignement obligatoire. Aux congés d'automne et aux vacances de printemps, les étudiants de l'enseignement supérieur font face à des difficultés pour se rendre sur leurs campus, soulignant la nécessité d'une coordination accrue entre toutes les parties prenantes.

Consulter notre proposition en matière de rythmes scolaires : ■ [Motion Rythmes scolaires.pdf](#)

### **Jeunes aidants-proches :**

L'aidant-proche est une personne (un enfant, un parent, un voisin ou ami) qui consacre une partie de son temps à une personne qui en a besoin (perte d'autonomie, addiction, etc.). Les aidants-proches sont estimés à plus de 860 000 en Belgique. Ils assurent un travail équivalent à 150 000 emplois à temps plein et couvrant une diversité de besoins allant des soins à domicile aux tâches administratives. La loi actuelle exclut cependant certains groupes, tels que les mineurs non émancipés et les jeunes aidants-proches, soulevant des questions sur l'équité et l'efficacité du statut

légal. L'importance d'offrir un cadre souple et de sensibiliser les professionnels à ces réalités apparaît cruciale pour garantir le bien-être des aidants-proches.

Consulter la proposition de Génération Engagée : [☐ Jeunes Aidants-Proches](#)

### **Logement :**

Entre 2014 et 2022 le prix des nouvelles constructions a progressé de 41% tandis que l'on constate une augmentation de 34% pour les logements déjà existants. De plus, les conditions actuelles, marquées par des taux d'intérêt en hausse et des critères de prêt stricts, rendent l'accession à la propriété plus ardue. Depuis 2010 le prix des locations a également progressé plus rapidement que les salaires. La part importante du budget consacrée au logement par les ménages les moins aisés (pouvant atteindre près de 70% de leur revenu) souligne l'urgence d'une action. La demande croissante de logements sociaux, illustrée par les 41 913 ménages en attente en Région wallonne au 1er janvier 2023, nécessite une réponse adaptée. Il est impératif d'agir pour anticiper une possible crise du logement en Wallonie, comme évoqué par les acteurs de l'immobilier et offrir aux citoyens belges la possibilité de se loger.

Consulter notre proposition pour l'accès au logement :  
[■ Motion pour améliorer l'offre de logements sociaux.pdf](#)

### **Alternance :**

Le manque d'expérience professionnelle constitue souvent un obstacle à l'emploi pour les jeunes diplômés. L'alternance offre aux étudiants l'opportunité de combiner connaissances théoriques et compétences pratiques dans un environnement professionnel. Ce modèle éducatif permet aux étudiants de mettre en valeur des compétences recherchées sur le marché du travail. De plus, les liens établis avec les professionnels du secteur augmentent les chances d'emploi des apprentis dans les endroits où ils ont effectué leur stage après l'obtention de leur diplôme. L'enseignement en alternance doit être développé pour s'ouvrir à plus de filières.

Consulter notre proposition pour développer l'enseignement en alternance :  
[■ Motion Alternance.pdf](#)

### **Comité international :**

L'Union européenne aspire à construire une Europe neutre pour le climat, verte, équitable et sociale et souhaite promouvoir les intérêts européens à l'échelle mondiale. Elle souligne également dans ses objectifs, l'importance d'agir en faveur de la protection des consommateurs. Dans ce sens, de nombreux labels et certifications ESG ont émergé au cours des deux dernières décennies. Ces labels visent à certifier que les produits manufacturés répondent à des critères responsables d'un point de vue environnemental, social et de bonne gouvernance. Toutefois, il est constaté que certains labels ESG peuvent être sujets à des pratiques fallacieuses, ressemblant à du greenwashing, ce qui décrédibilise ces certifications. Ces pratiques trompeuses peuvent induire en erreur les consommateurs qui cherchent à faire des choix éclairés en faveur de produits respectueux de l'environnement et des droits sociaux. Nous souhaitons améliorer la transparence, la crédibilité et

l'efficacité des labels ESG pour qu'ils puissent répondre aux priorités de l'Union européenne et à ses objectifs.

Consulter notre proposition : [■ Régulation des labels et certifications ESG .pdf](#)

### **Sport :**

Le surpoids est un problème majeur de santé publique en Belgique, favorisant le développement de maladies chroniques telles que le diabète de type 2, les maladies cardiovasculaires et les cancers. En 2018, près de la moitié de la population adulte belge était en surpoids ( $IMC \geq 25$ ) et 16% était considérée comme obèse ( $IMC \geq 30$ ). Ces prévalences sont plus élevées en Wallonie qu'en Flandre ou à Bruxelles. La promotion d'une activité physique régulière, associée à une alimentation équilibrée, est reconnue comme une mesure efficace pour lutter contre l'obésité.

Consulter notre proposition : [■ Motion Sport.pdf](#)

### **e-sport :**

À l'échelle mondiale, le secteur du gaming représente 100 milliards de dollars, dépassant les secteurs cinématographique et musical réunis. En Belgique, l'esport n'est pas officiellement reconnu, contrairement à certains pays où cette reconnaissance offre des droits comme l'accès à des bourses d'études. Pourtant, près de 1,1 million de Belges pratiquent des jeux vidéo, atteignant plus de 4 millions en incluant les jeux sur tablettes et smartphones. En raison de l'absence de reconnaissance juridique en Belgique, les joueurs d'esport et leurs activités ne bénéficient d'aucune sécurité ni garantie. Ce retard dans le domaine pousse de nombreux joueurs belges à s'expatrier vers des pays plus avancés dans ce domaine.

Consulter notre proposition : [■ Motion eSport.pdf](#)

### **Alimentation :**

Alimentation durable et locale :

Pour assurer la sécurité alimentaire et relever les défis du développement durable, une transition alimentaire est urgente. Actuellement, les producteurs de la chaîne alimentaire ont du mal à vivre de leur métier, avec des revenus insuffisants imposés par l'agro-industrie et les cours mondiaux. De plus, un tiers des exploitations ont disparu en 30 ans, et la plupart des chefs d'exploitation ont plus de 50 ans. La relocalisation de la production alimentaire peut apporter des externalités positives en soutenant l'économie locale. De plus, la restauration collective est un levier prioritaire pour atteindre une certaine prospérité socio-économique. Bien que des moyens publics aient été alloués pour soutenir l'offre alimentaire locale, la demande reste insuffisante, principalement en raison de la perception de l'alimentation durable comme inaccessible. Il est donc essentiel de créer des débouchés pérennes pour garantir le succès des efforts consentis.

Consulter notre proposition : [■ Motion reloc-resilience.pdf](#)

### **Nutri-Score :**

Les scores nutritionnels, tels que le bien connu Nutri-Score, sont des outils utiles pour orienter nos choix alimentaires. Cependant, il est important de noter que l'apposition du Nutri-Score sur l'emballage n'est pas obligatoire, laissant cette décision à la discrétion des distributeurs. De plus, le Nutri-Score ne prend pas en compte la présence d'additifs tels que les conservateurs, colorants, édulcorants, et ne considère ni la quantité normalement ingérée ni le mode de préparation, ce qui peut conduire à des situations paradoxales.

Consulter notre proposition : [Motion Nutri-Score .pdf](#)

### **Sécurité Sociale Alimentaire :**

En Belgique, plus de 2 millions de personnes, soit 1 sur 5, vivaient dans la précarité en 2022. Seul un tiers de ces personnes a recours à l'aide alimentaire. En outre, l'aide alimentaire organisée sur notre territoire ne permet pas un droit à l'alimentation suffisant comme défini par le Comité sur les droits économiques, sociaux et culturels (Comité sur les DESC). L'accès économique à une alimentation de qualité reste limité, surtout pour les ménages à revenus bas. Cependant, des initiatives montrent que les bénéficiaires de l'aide sociale sont intéressés par des produits locaux et de qualité, mais ces options ne sont pas toujours accessibles. C'est pourquoi nous proposons le développement d'un système universel assurant l'accès de chacun à une alimentation saine et durable, avec une cotisation proportionnelle à leurs moyens.

Consulter notre proposition : [Motion proposition pour soutenir la réflexion et l'expérimentati...](#)

### **Sécurité/Justice :**

#### **Fin de l'anonymat en ligne :**

Un jeune sur trois a déjà été victime de harcèlement sur les réseaux sociaux. En 2020, plus de 2300 plaintes ont été déposées pour cyber-harcèlement, ce qui souligne la gravité du problème. Les conséquences psychologiques du cyber-harcèlement peuvent être dévastatrices et parfois irréversibles, pouvant même conduire à des actes de violence physique ou au suicide.

L'anonymat en ligne, souvent préservé malgré des moyens de traçabilité tels que l'adresse IP, contribue à l'impunité des auteurs de harcèlement. Tout en maintenant des mesures de protection nécessaires pour conserver la liberté d'expression et la protection des données, l'enregistrement sur un réseau social avec la carte d'identité ou le compte Itsme permettrait de dissuader les comportements nuisibles en rendant l'utilisateur plus facilement identifiable.

Consulter notre proposition : [Motion fin de l'anonymat en ligne.pdf](#)

#### **Insécurité, cohésion sociale et maintien de l'ordre :**

La recrudescence des infractions et cambriolages est une réalité alarmante. Un Belge sur dix ressent souvent ou toujours un sentiment d'insécurité. En 2021, 10 000 agressions contre des policiers ont été enregistrées. D'une part, il est crucial de rétablir la confiance mutuelle entre les citoyens et la police. D'autre part, l'Etat doit s'assurer que chacun se sente en sécurité et ait la certitude de pouvoir compter sur les forces de l'ordre en cas de besoin.

Consulter notre proposition : [Motion sentiment d'insécurité, cohésion sociale, maintien de l'o...](#)

#### **Assurance autonomie :**

En Wallonie, 110 000 personnes sont en situation de handicap, alors que la perte d'autonomie n'est actuellement pas couverte par la sécurité sociale. Il est presque certain que la perte d'autonomie, qu'elle soit momentanée ou permanente, touchera chacun de nous ou de nos proches à un moment de la vie. Dès lors, nous proposons d'instaurer un nouveau droit de sécurité sociale pour accompagner les personnes en perte d'autonomie. D'ailleurs, de nombreux professionnels de la santé, les services d'aides et les mutuelles soutiennent cette idée. De plus, l'adaptation du domicile est également soulignée comme un défi majeur lié à la perte d'autonomie, impliquant des considérations telles que la largeur des pièces, des portes, la hauteur des armoires, des plans de travail, lors de l'aménagement des logements.

Consulter notre proposition : [Motion assurance autonomie.pdf](#)

#### **Étudiants hors Union européenne :**

Notre pays a le potentiel de partager son savoir avec le reste du monde. Cependant, les conditions d'accès à un titre de séjour pour les étudiants étrangers hors-UE compliquent considérablement leur vie, en particulier depuis les modifications injustes de ces conditions en 2020. Ces contraintes poussent certains jeunes vers la précarité et les exposent à des réseaux criminels.

Consulter notre proposition : [Motion étudiant hors UE.docx.pdf](#)